

CIBLE

Naufragé

Parmi les principaux naufrageurs de la V^e République, voici le premier naufragé : le Premier ministre en personne.

Naufrage du rigoriste supposé : celui qui a bâti sa réputation sur une image d'honnêteté apparaît comme un menteur confirmé, qui a trompé ses électeurs en transformant sa rhétorique socialiste en un ultra-libéralisme pratique.

Naufrage du moralisateur autoproclamé : la « gestion » de la question corse s'est faite par tractations secrètes et *Le Canard Enchaîné* a récemment révélé que Lionel Jospin avait berné ses ministres, tous opposés au transfert de pouvoirs législatifs à l'Assemblée de Corse, en concédant à MM. Rossi et Talamoni ce qu'il était censé leur refuser.

Naufrage du manœuvrier : l'échec cinglant d'André Rossi à l'élection municipale partielle d'Ajaccio compromet l'avenir politique du principal soutien de Lionel Jospin sur l'île, et le succès d'un plan dont les principales dispositions sont manifestement anticonstitutionnelle. Naufrage du chef d'une équipe ministérielle qui se défait au fil des démissions forcées ou volontaires, des exclusions, des départs anticipés, des échecs patents - et de la marée montante des scandales.

FIN DE RÈGNE

Le peuple révolté

Débat

**Thèses pour
la Corse**

p. 6/7

OGM

**Le véritable
danger**

p.4

Circulez, y'a rien à voir !

Ce qu'il y a de chouette avec la démocratie d'opinion, c'est qu'on ne fait pas de bilans. Parfois on oublie d'en faire, parfois c'est interdit.

C'est où ça, le Kosovo ? C'est qui ça, Jörg Haider ? Au fait, c'est qui qui nous prend pour des imbéciles ?

Comme le public à la télévision, il faut réagir dans l'instant au signal qui est donné : rire, pleurer, applaudir, se taire, puis retourner gentiment à ses petites affaires. C'est ce qui permet de proclamer que « les gens sont indignés » et que la France reste « une grande nation démocratique ».

Nous, les gens, on aime bien qu'on dise du bien des gens et des Valeurs qui donnent aux gens des repères dans une société qui les a perdus - ses repères, bien sûr, pas les gens. Nous, les gens, on aime qu'on nous guide dans ce monde compliqué que seuls les experts peuvent nous expliquer. On a compris par exemple que la politique internationale, c'est le contraire des marionnettes : le Gendarme rosse Guignol qui s'appelle Guignolévitche ou Kignohl. On bombarde le foldingue belgradoïse. On sanctionne l'agité du bocal carinthien. C'est vrai-

ment bien de détruire le mal au nom du bien.

Nous, les gens, on aime bien qu'on nous débarrasse de nos soucis. Quand la guerre des bons contre les méchants est terminée, ce n'est plus la peine de se demander ce qui se passe sur le terrain. Dans une province perdue des Balkans, on comptait les morts avant la guerre, et il est maintenant interdit de compter les tués pour une bonne raison : après une guerre, il n'y a plus de morts ni de blessés. Circulez, braves gens, il n'y a rien à voir au Kosovo. Même chose pour l'Autriche. L'hiver dernier, nous les gens, nous avons appris que les nazis étaient au pouvoir. Jacques Chirac s'est mis en colère, Lionel Jospin a pris son air pincé des mauvais jours, Serge July a écrit un éditorial inspiré pour nous informer, nous les gens, que les sanctions des Quinze contre l'Autriche, c'était un moment historique

et qu'il y avait eu entre les Quatorze vertueux pays « une sorte de serment fédéraliste : l'Union Européenne ce n'est pas simplement une zone économique, c'est une communauté de valeurs, c'est un espace politique. On cherchait en vain l'Europe politique et elle se manifeste toujours là où on ne l'attend pas : au Kosovo d'abord avec l'intervention euro-américaine, et face à l'extrême droite autrichienne ensuite ». Nous, les gens, on était sidérés de vivre un événement comme ça, qui faisait penser au Serment du Jeu de Paume. Et quand Bernard-Henri Lévy et André Glucksmann sont allés manifester à Vienne et qu'on a eu peur qu'ils ne reviennent pas, on a senti le souffle de l'Histoire.

Nous, les gens, on comprend que les gens importants lèvent les sanctions contre l'Autriche. Ils avaient piqué une grosse colère, mais les dirigeants

savaient qu'ils ne se passaient rien en Autriche, ou bien ils avaient oublié l'Alpen Kignohl. En tous cas, Jacques, Lionel, Serge et Jean-Marie (Colombani) avaient oublié de dire aux gens que toutes ces histoires de serment fédéraliste, de condamnation éthique, et d'union politique contre la vague brune n'avaient pas tant d'importance. Oh ! on s'en doutait un peu, quand on a vu qu'après avoir pris des mines dégoûtées, les ministres français travaillaient avec les ministres autrichiens. L'important, c'est la pose.

C'est sans doute pour des raisons importantes que nous, les gens, on ne peut pas vraiment comprendre qu'on ait levé les sanctions alors que le play boy carinthien roule toujours des mécaniques et que son parti est toujours au pouvoir. Bien sûr, on est un peu triste, un peu humiliés, que Haider traite notre président de Napoléon au petit pied et que les Autrichiens se moquent des Français. Mais puisqu'on nous dit qu'il n'y a rien à voir, on va circuler. Mais ça ne nous empêche pas de penser que la morale des dirigeants est bien commode : pas d'examen de conscience, pas d'acte de contrition, ou comme on dit maintenant, pas de bilan, ni de comptes à rendre, ni de droit à l'inventaire des foudrises, rododendres, prestations à visées commerciales et gesticulations hallucinées par lesquels on tente de mener les gens par le bout du nez.

Sylvie FERNOY

Défendre la présidence

Dans l'affaire Méry, il faut défendre la fonction présidentielle contre tous ceux qui veulent la détruire, moins pour embarrasser Jacques Chirac que par haine de l'État.

La publication de la confession posthume de Jean-Claude Méry n'est pas une nouvelle surprenante. C'est tout au plus la confirmation de financements occultes et de pratiques frauduleuses qui étaient des secrets de polichinelle il y a vingt ans et qui constituent une bonne part de l'actualité judiciaire depuis une dizaine d'années. Et les « révélations » d'un intermédiaire douteux sont d'autant moins bouleversantes que les sales histoires de la Mairie de Paris alimentent régulièrement la campagne menée contre le président de la République par *Le Monde*, *Libération* et les Verts - autrement dit par la mouvance libérale-libertaire - rejoints par ce malfaisant patenté qui se nomme Philippe de Villiers.

Dans cette affaire, nous n'avons évidemment pas pour souci de défendre Jacques Chirac, qui porte la responsabilité politique de la guerre du Kosovo et du référendum du 24 septembre : deux désastres qui méritent une sanction politique, démocratiquement exprimée. Mais nous appelons les républicains, royalistes ou non, à s'opposer à la tentative méthodique de déstabilisation de la présidence que nous avons déjà analysée et dénoncée l'an dernier (1). Chaque fois qu'une affaire douteuse concernant la mairie de Paris est évoquée, les éditorialistes des journaux sus-nommés font pression pour que le chef de

l'État soit entendu par un juge. Cette obstination est imbécile puisque l'irresponsabilité du président de la République est inscrite à l'article 68 de la Constitution, puisque le Conseil Constitutionnel a confirmé le 22 janvier 1999 que « pendant la durée de ses fonctions, sa responsabilité pénale ne peut être mise en cause que devant la Haute Cour de justice » au terme d'une procédure parlementaire qui ne sera certainement pas engagée. Cette irresponsabilité pénale est à la fois conforme au principe de la séparation des pouvoirs et à la raison politique : il serait absurde et dangereux que le chef de l'État, qui doit être en mesure de déclencher à tout instant le feu nucléaire, soit placé en garde à vue pour un éventuel délit commis avant son entrée en fonction ! Mais l'acharnement de MM. Colombani, July et consorts est dangereux car, dans cette campagne méthodique, chaque attaque sape l'autorité présidentielle et rabaisse la fonction du chef de l'État : de droite ou de gauche, le successeur de Jacques Chirac, qui vivra lui aussi sous la menace de semblables campagnes de dénigrement, sera profondément affaibli. C'est la fonction politique qu'on veut détruire. Ne laissons pas faire un quateron de justiciers autoproclamés.

Annette DELRANCK

(1) Cf. dans *Royaliste* n° 726, l'article de B. La Richardais : « Pour la Constitution gaullienne ».

A qui la faute ?

Lorsque les choses vont mal - et tout va mal en ce moment pour le gouvernement - il faut bien comprendre que ce n'est jamais la faute de Laurent Fabius. Mais la cote de son rival ne s'en trouve pas pour autant rehaussée.

Même les plus distraits des socialistes l'ont remarqué : Laurent Fabius évoluait gracieusement dans la pénombre lorsque le Premier ministre affrontait, en première ligne, la révolte des professionnels de la route.

Qui, du sérail, pourrait en être surpris ? Cet homme, c'est Parapluie qu'il se nomme. Ce prince de l'esbigne a encore été pris en flagrant délit de fuite dans l'affaire de l'épargne salariale : comme ce projet de loi mécontente de nombreux députés de la gauche plurielle, le très puissant ministre de l'Économie s'est défaussé sur la brave Marylise Lebranchu, discrète secrétaire d'État au PME. Quelle élégance, et quel courage !

Cela ne signifie pas, notez-le bien, que Laurent Fabius ne fasse rien de ses journées. Nul n'a oublié qu'il a récemment inventé un concept, la *stab-croissance*, qui est à l'économie ce que « l'abstention active » est à la politique : une manière de ne rien dire sur ce qu'il faut faire, qui est d'ailleurs parfaitement conforme à la philosophie du gouvernement depuis trois ans - l'agitation inerte, qui assure la tranquillité des fins de semaine.

L'inconvénient de ce laisser-faire, c'est qu'on est hypocrite lorsqu'on tire gloire des heureuses conjonctures, et que les irresponsables sont désignés lorsque la tendance se retourne. Ainsi, lorsque *Le*

Monde du 8 juillet nous informait en gros titre que la France était « en pleine forme » économique, il était clair que le gouvernement n'y était pour rien puisqu'on nous expliquait que les Onze nageaient dans la même félicité en raison, notamment, de la faiblesse de l'euro. Mais quand, deux mois plus tard, *Le Monde* (22 septembre) nous apprend que les choses vont mal, et qu'elles allaient déjà mal avant le nouveau choc pétrolier (baisse de l'activité, déficit du commerce extérieur, baisse de la consommation) il n'y a, en bonne logique libérale-libertaire, aucune raison d'incriminer Lionel Jospin.

Mais cette logique n'est pas celle de l'opinion publique, qui se souvient que la gauche dissertait naguère sur son « obligation de résultats ». Or le seul résultat tangible, c'est que les socialistes nous ont livrés aux aléas de tous les marchés, aux mouvements violents et erratiques de toutes les spéculations. Les monnaies, les emplois, les crédits, les budgets, les matières premières, ne connaissent plus que la succession chaotique de brèves périodes d'euphorie, de trou d'air, de panique, d'embellie. Plus rien n'est maîtrisé, ce qui se vend sur le marché de l'information n'a plus de sens, aucune prévision n'est possible, sauf celles-ci : cet anti-système n'est pas viable, ce gouvernement est fichu.

Jacques BLANGY

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
 Adresse :
 Profession : Date de naissance :
 souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)
 ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
 Bimensuel Directeur politique Bertrand Renouvin
 SOMMAIRE : p.2 : Circulez, y'a rien à voir ! - p.3 : Défendre la présidence - A qui la faute ? - p.4 : Où sont les risques ? - p.5 : La réélection de Milosevic - p.6/7 : Dix thèses sur la Corse - p.8 : Monarchie française - Éconocroques et déconocrates - p.9 : Que veut dire communiquer ? - p.10 : Rentrée littéraire - La résurrection de Biggles - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : Après l'été référendum.
 RÉDACTION-ADMINISTRATION
 17, rue des Petits-Champs,
 75001 Paris
 Téléphone 01 42 97 42 57
 Télécopie 01 42 96 05 53
 Dir. publication : Yvan AUMONT
 Com. parit. 51700-ISSN0151-5772

Où sont les risques ?

OGM : Organismes génétiquement modifiés. On en parle beaucoup et ils suscitent des angoisses, légitimes ou irrationnelles, car - comme le nucléaire - ils proviennent d'une manipulation de la nature, ils sont invisibles, ils ont des effets à long terme. Le citoyen se sent donc démuni face aux risques potentiels qu'ils pourraient lui faire courir.

Mais d'abord qu'est-ce que c'est ? Ce sont des plantes ou des animaux dans le stock génétique desquels on a introduit artificiellement des caractères provenant d'autres espèces, pour les rendre plus efficaces, plus productifs, etc. Qu'en est-il donc des angoisses suscitées ? Il est bien sûr impossible, en quelques lignes, d'établir un dossier complet : la distance est grande entre l'utilisation par le bétail d'un soja modifié ne nécessitant pas d'insecticide et la greffe sur un homme d'un cœur issu du cochon. Mais nous pouvons au moins évaluer les risques importants que tous les OGM pourraient présenter pour l'humanité :

- Risques sur la santé. Globalement il y a des effets

Philippe de Montjouvent

Le Comte de Paris, duc de France et ses ancêtres

Sur dix générations, l'auteur présente l'ascendance de l'actuel comte de Paris, héritier des « quarante rois qui firent la France ».

Un ouvrage de 256 pages au format 16x24, agrémenté de 50 illustrations et 40 tableaux généalogiques.

Prix franco 140 F

dans l'utilisation d'organes en médecine, et des effets dans l'alimentation humaine. Les premiers, en permettant à un virus étranger de s'adapter à l'homme, sont une variante de « l'effet vache-folle ». Mais on voit tout de suite qu'un tel transfert n'est pas strictement lié aux OGM : c'est du fait de changements dans les habitudes humaines que le prion ou le virus du SIDA, sont passés de l'animal à l'homme. Le risque, s'il est réel, est certainement bien moindre dans le cas des OGM. Mais il a justifié un moratoire et les recherches se poursuivent sur ce point. En ce qui concerne l'effet sur la santé via l'alimentation, il est pratiquement nul. Les plantes sont modifiées par l'adjonction de gènes provenant d'autres organismes vivants auxquels l'homme est confronté depuis toujours. Qu'il les côtoie dans leur contexte d'origine ou dans l'huile de colza ne changera rien à sa santé.

- Risques sur l'environnement. Ici aussi, les effets sont multiples. Le premier est très positif : créer des plantes résistant aux insectes ou puisant leur azote directement dans l'atmosphère, permet de réduire les épandages de produits contaminants. Un effet négatif en revanche touche à la transmission des gènes des OGM aux souches sauvages, voire aux autres espèces. Il s'agit là d'un risque réel, mais

dont il faut relativiser la portée : les transferts spontanés de gènes ont existé avant la création des OGM. Le risque d'une contamination interspécies n'est pas nul. Mais si ses conséquences sur le long terme sont mal connues ou imprévisibles, on voit mal comment elles pourraient être cataclysmiques. En revanche, il est vrai qu'on ne pourra certainement pas se garantir d'une diffusion des gènes modifiés chez les souches sauvages. Cela peut aboutir à la disparition de la souche si, comme c'est souvent le cas, les hybrides sont moins bien adaptés au milieu naturel que les parents. On l'a vu par exemple chez les saumons de Norvège. Mais les plantes présentes dans les régions agricoles sont souvent loin d'être sauvages : ce sont déjà des espèces hybrides des souches cultivées depuis des siècles, voire des millénaires. Le risque existe, ici aussi, mais très réduit. Il exige toutefois de prendre des précautions.

- Risques sur l'économie. En fait, le risque majeur à court terme est celui d'une « privatisation » de la nature. Car un OGM est breveté, donc propriété privée. Imposer les OGM, c'est faire dépendre l'agriculture mondiale de quelques grandes compagnies agro-alimentaires. Certes, ces compagnies ont dû abandonner les méthodes d'appropriations trop visibles, comme

celle du fameux gène « terminator » qui stérilisait les semences. Elles appliquent donc des méthodes plus indirectes. L'une d'elles consiste très classiquement à proposer des plantes à croissance plus rapide et moins coûteuse, donc à marginaliser ou ruiner l'utilisateur d'autres souches ; une autre méthode, plus récente, est directement issue de « l'écobusiness » : elle s'appuie sur des opinions publiques préparées par les grands débats écologiques. Comment ? Rien de plus simple : il suffit par exemple de produire une céréale ne nécessitant plus d'épandage de nitrate, puis de pousser un gouvernement « écologique » à interdire ces épandages. Alors seule la céréale modifiée pourra pousser normalement, et les agriculteurs seront contraints de se la procurer. Une fois le monopole obtenu, il deviendra impossible de maîtriser l'agriculture sans passer par ces compagnies.

Un problème politique

On voit alors que les décisions sur l'emploi des OGM doivent être d'abord politiques. L'analyse « écologique » de l'effet et du rôle de ces organismes est insuffisante. L'écologie est en effet maintenant bien intégrée dans les stratégies des grandes compagnies industrielles et agro-alimentaires, et c'est sous son couvert qu'elles poursuivent leur politique d'appropriation du milieu naturel. L'usage des OGM peut être très positif pour l'agriculture et la santé, sous conditions : respect de la législation, contrôle strict des manipulations et expérimentations, politique claire sur l'utilisation de la nature, protection des productions et producteurs indépendants, renforcement de la recherche sur les effets à long terme des OGM. Autant de concepts strictement politiques. S'ils ne sont pas respectés - et il faut reconnaître qu'ils ne le sont guère - il y a en effet tout à craindre des OGM.

François VILLEMONTAIX

La réélection de Milosevic

Milosevic a une fois de plus toutes les cartes en mains et la coalition alliée n'en peut mais. La victime risque d'être cette fois le petit Monténégro.

Les Alliés ont joué, une nouvelle fois, avec le feu en prétendant ériger le petit Monténégro en bastion de l'opposition à Milosevic pour les élections présidentielles du 24 septembre. Le président monténégrin Djukanovic n'est pas entré dans leur jeu et a choisi, tout en boycottant l'élection, de ne pas empêcher pour autant les Monténégrins qui le voudraient de voter. Selon les estimations, 30 à 40 % de la population continuerait de favoriser l'union avec la Serbie. Même son propre parti est divisé sur la question. Le maintien de Milosevic au pouvoir à Belgrade est un excellent argument pour les partisans de l'indépendance. Il permet au gouvernement de Podgorica de bénéficier d'une manne inespérée des fonds européens qui sont privés d'intervenir dans la partie serbe. La situation, au vu et au su de Belgrade, ne pourra pas durer longtemps. L'économie

totalement assistée est rongée par la corruption ici comme ailleurs. Le président yougoslave ne l'ignore pas. Il tient le sort du Monténégro entre ses mains. Il a le choix du moment et de la méthode. Quoiqu'il décide, personne ne fera rien. Les militaires américains sont les premiers à le reconnaître. Matériellement, il n'existe aucun moyen de réagir face à une action qui ne dépasserait pas le stade de la révolution de palais. Politiquement, le calendrier des élections américaines donne à Milosevic à partir de sa réélection au moins deux mois de tranquillité. Le Congrès américain en est à rediscuter de l'échéance d'un départ des forces de Bosnie.

Côté russe, il ne serait pas surprenant que Poutine choisisse aussi cette période d'intérim en Amérique pour envisager de faire droit aux requêtes de son armée d'un retrait de la KFOR. N'est-il pas sur le point d'annoncer une réduction

drastique des forces armées russes d'environ un tiers (l'on passerait d'1,2 million d'hommes à 850 000), seul moyen, après les derniers déboires, de moderniser les équipements ? Les militaires russes comprendraient mal dans ces conditions que des contingents restent, inutilement de leur point de vue, au Kosovo.

En attendant la constitution de la force d'intervention européenne, une sorte de vide devrait donc se recréer dans les Balkans. Il faudrait que toutes les parties soient très bien coordonnées pour que les divers calendriers intérieurs, russe, américain, européen, onusien, soient harmonisés. On ne peut pas en être assuré. La réélection de Milosevic intervient donc au meilleur moment pour lui ; au pire pour la « coalition ».

Face à l'absorption du Monténégro par la Serbie, la communauté internationale ne pourra guère qu'étendre à ce petit pays les sanctions dont il a, jusqu'à présent, été protégé, au risque de multiplier les trafics en tous genres. Il est question aussi de suspendre le siège yougoslave aux Nations-Unies. Et après ? Notre crédibilité n'en sera-t-elle pas atteinte avec les conséquences que l'on peut imaginer sur tous les acteurs régionaux ?

L'occasion d'un changement d'administration américaine et d'une abstention russe ne devrait-elle pas être saisie par les Européens pour chercher à combler ces vides et ces creux qui vont s'aggravant ?

Yves LA MARCK

♦ **LUXEMBOURG** - L'abdication du grand-duc Jean et la passation de pouvoir à son fils aîné Henri, qui étaient prévues pour le 28 septembre, ont été repoussées au 8 octobre en raison du très grave accident de son fils cadet le prince Guillaume. Celui-ci, ainsi que son épouse la princesse Sibilla, ont été victimes d'un chauffard le 10 septembre dernier en région parisienne. Depuis, le prince, gravement blessé, le crâne fracturé, est toujours hospitalisé dans un coma persistant à l'hôpital Henri Mondor de Créteil. Initialement, le grand-duc, considérant que les affaires de l'Etat devaient passer avant sa vie privée, avait voulu que la transmission de pouvoir se passe à la date prévue. Mais la gravité de la situation, l'émotion populaire et la demande pressante du Premier ministre Jean-Claude Juncker l'ont décidé à surseoir. Le grand-duc et son épouse sont maintenant en permanence au chevet de leur fils qui lutte contre la mort.

♦ **ESPAGNE** - Un attentat contre le roi Juan Carlos a été déjoué par la police basque qui a découvert huit lance-grenades prêts à l'emploi, à proximité du musée Chillida à Hernani, une demi-heure avant son inauguration par le monarque et la reine Sofia. Les terroristes de l'ETA, très durement frappés par l'arrestation, en France, de leur chef et de nombreux militants activistes ont sans doute tenté de commettre une action qui, si elle avait atteint son but, aurait eu une forte valeur symbolique.

♦ **OMAN** - Les Omanais se sont rendus récemment aux urnes pour élire leurs représentants au Conseil consultatif. Vingt-et-une femmes étaient présentes parmi les 550 candidats, marquant une nouvelle étape sur la voie de la démocratisation. Oman a été la première monarchie du Golfe, suivi par le Qatar, à accorder, en 1994, le droit de vote et d'éligibilité aux femmes qui représentent 30 % du collège électoral. Le Conseil, dont le président est désigné par le sultan Qabous Ben Saïd à une voix consultative sur les projets de lois et peut interroger les ministres sur la gestion gouvernementale.

♦ **LAOS** - Le gouvernement communiste de Vientiane projette d'édifier une statue de bronze à la gloire du roi Fa-Ngoum qui avait réalisé l'unification du pays lao au XIV^e siècle, en créant le royaume du Million d'éléphants. Décision pour le moins paradoxale quand on se rappelle que le régime a fait périr, en 1978, le roi Savang Vatthana, descendant de Fa-Ngoum, sa femme, la reine Khamphoui et son fils aîné le prince Vongsavang, dans un camp de travail.



Cité n° 34

Dossier

La souveraineté politique

franco 40 F

Négociations secrètes, mensonges éhontés, concessions inacceptables : les conditions inouïes dans lesquelles le « dossier » corse est « géré » par Lionel Jospin ont provoqué, à la suite de la démission du ministre de l'Intérieur, un vaste débat dans l'opinion publique. Cette confrontation sera salutaire si les responsables politiques et les citoyens rejettent les deux solutions de facilité : celle de la réaction néo-jacobine et celle de l'abandon progressif de deux départements français. En publiant ces dix thèses sur la Corse, nous souhaitons ouvrir avec nos lecteurs une discussion nécessaire.

Débat

Dix thèses sur la Corse



1/ Nationalisme.

En Corse, l'expression « nationaliste » est acceptable dès lors qu'elle se définit comme un nationalisme tel qu'il en existait dans la France pré-révolutionnaire : l'attachement à une culture provinciale ou locale (mémoire commune, manières de vivre, parler) plus ou moins précisément située sur le territoire. Comme les autres formes de sociabilité héritées de notre passé, les particularités de la Corse doivent être reconnues dans l'ensemble français et dans le cadre juridique commun.

Mais le « nationalisme » corse suscite une inquiétude légitime et provoque des réactions justifiées lorsqu'il se transforme en mouvement de « libération nationale », à la manière algérienne ou vietnamienne, donc en un mouvement nationalitaire revendiquant la création d'une entité politique autonome. Ce nationalisme politique s'appuyait naguère sur l'idéologie communiste ou sur le révolutionnarisme tiers-mondiste. Il prend actuellement la forme d'une revendication ethno-linguistique, non moins violente ni exclusive que la précédente. Les défenseurs des particularités corses ne seront entendus et compris que s'ils sortent de leur ambiguïté et opposent clairement le nationalisme traditionnel au nationalitarisme moderne. Sinon, la pulsion ethnisante continuera d'alimenter, dans un habituel jeu

de doubles, la réaction néo-jacobine.

2/ Indépendantisme.

Comme État indépendant, la Corse n'est pas plus viable que le Kosovo. Les Corses en sont généralement convaincus - même la plupart des « nationalistes » radicaux. L'indépendance est donc une solution illusoire, qui cache un problème de fond : comment distinguer - sans les opposer - la nationalité française et une citoyenneté devant être affirmée dans la nation par les procédures habituelles, mais pouvant être vécue dans certaines régions (Corse, Alsace, Pays Basque, Basse-Bretagne) ou par certains groupes (immigrés et descendants d'immigrés) sur un mode particulier : celui de la concentration sur une culture locale, celui de l'extension à une aire culturelle et (ou) religieuse ?

3/ Décentralisation.

Les spécificités des diverses populations françaises ont toujours été admises, reconnues, ou du moins tolérées par l'État. État garant depuis mille ans d'une nation, se constituant puis effectivement constituée, et affirmant, sous divers régimes et de diverses manières, la volonté de ses citoyens de vivre ensemble dans la paix et dans l'unité. Cette volonté commune s'est traduite par des mesures de concentration du pouvoir mais aussi par une centralisation administrative. Les excès de cette centralisa-

tion nous ont fait souhaiter une large décentralisation, dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire et d'une planification dynamique de l'économie nationale. Comme toute autre région française, la Corse doit bénéficier de la décentralisation ; mais aucune collectivité locale ne saurait s'exclure des politiques nationales de planification économique, de progrès social, et d'aménagement du territoire qui devront être à nouveau développées dans notre pays. Comme toute autre population, française ou en voie de le devenir, la population spécifiquement corse, partie intégrante du peuple français, doit être reconnue dans ses modes particuliers d'expression, qui ne contredisent en rien les devoirs liés à l'exercice de la souveraineté nationale.

4/ Les traditions corses.

Le respect dû aux anciennes traditions fut, de la fin du XIX^e siècle jusqu'aux années noires de la « Révolution nationale », le morceau de choix de tous les discours romantiques et réactionnaires. Cette thématique a été recyclée voici une trentaine d'années par certaines fractions gauchistes (« occitanes » notamment) ; elle nourrit actuellement les différentes formes du repli « identitaire » et inspire un fantasme d'« enracinement » qui est étranger à la civilisation judéo-chrétienne. La

guerre civile en Yougoslavie a montré que ces représentations imaginaires pouvaient être la source d'une extrême violence lorsqu'il y avait défaillance de l'État, dans sa fonction symbolique et médiatrice.

Quant aux traditions régionales, comme à l'égard de toute tradition, les politiques doivent éviter tout sentimentalisme et toute complaisance : la tradition véritable est une transmission, un processus au cours duquel s'opère un certain nombre de tris. La culture et la langue corses sont des héritages qui doivent être préservés, puisque tel est le vœu de la population corse et parce que le patrimoine corse enrichit la nation française : par définition, l'unité est un tissu d'éléments divers.

Cependant, il existe des traditions, ou plus exactement des moeurs et des coutumes qui sont contraires aux principes universels (la paix entre les hommes), aux principes généraux de notre droit (l'égalité) et au souci de l'intérêt général. Comme d'autres régions ou pays méditerranéens, notamment la Sicile et l'Albanie, une partie de la société corse vit encore dans des structures claniques, dans un système clientéliste, selon un prétendu « code de l'honneur » qui engendre la pratique de la vendetta - autant de caractéristiques des mentalités régressives et des comportements passésistes que les romanciers et les folkloristes ont enjolivés.

5/ L'État monarchique et la tradition royale.

Contrairement à la légende, l'État monarchique et royal n'a cessé de combattre le familialisme à prétention aristocratique, la logique de l'honneur et la pratique du duel qui en résultaient, tout en esquissant une mise en ordre juridique et administrative conforme aux tâches essentielles de l'État. L'État de droit, qui a connu un développement décisif en 1789 et 1791 (constitution écrite, représentation nationale, suppression des privilèges et de l'ordre nobiliaire) n'a pu être étendu à la Corse par la monarchie en raison de l'intégration récente de l'île dans l'ensemble français.

6/ La question corse.

Cette question, qui s'est posée après la décolonisation et à la suite des transformations de la société française, n'a jamais reçu de réponses appropriées de la part de pouvoirs publics

confrontés aux revendications autonomistes puis aux actions terroristes. Répression, manipulations, tractations, concessions, compromissions diverses se sont succédé ou ont eu lieu conjointement sans que les mesures de décentralisation permettent le retour au calme. L'indécision des pouvoirs publics, les lignes contradictoires suivies par les différents ministères, les luttes entre les administrations et entre les services ont empêché, au cours du dernier quart de siècle, que l'État de droit soit effectivement instauré. Les différentes formes de violence - attentats politiques, corruption, fraude électorale, banditisme - ont donc pu se développer facilement.

7/ Le repli identitaire.

La destruction de la sociabilité locale est une réalité trop souvent masquée et l'identité corse devient de plus en plus problématique. Deux habitants

de l'île sur cinq ne sont pas corses, la langue corse ne compte pas plus de 20 000 locuteurs sur une population totale de 260 000 habitants et les moeurs traditionnelles disparaissent en même temps que la société rurale. Il est compréhensible, du point de vue anthropologique, mais inacceptable dans l'ordre politique, que ces effondrements provoquent des réflexes de repli, des pulsions xénophobes (à l'encontre des « Français » et des « Arabes ») et des violences compensatoires dont les autorités administratives, les fonctionnaires en service sur l'île et la population corse sont les victimes.

8/ L'échec des clandestins.

L'échec des mouvements armés est un fait indiscutable. Incapables de concevoir un projet politique assumé par des organisations démocratiques, incapables de proposer un mode spécifique de développement économique, ils n'ont pas débarrassé la Corse de ses maux (clanisme, clientélisme, assistanat, logiques vindicatives) mais ont, au contraire, engendré de nouvelles formes de violence : affrontements sanglants entre les fractions clandestines et dérives mafieuses. Avant même que l'île obtienne le statut de large autonomie que les groupes terroristes revendiquent, ses populations semblent destinées à subir à la fois la guerre civile et la guerre des gangs.

9/ Des accords vains.

Les accords passés en juillet dernier entre le Premier ministre, les nationalistes et certains élus n'apporteront aucun remède à la crise identitaire corse. Leurs principales dispositions ne pourront être mises en oeuvre puisqu'elles contreviennent non seulement à la Constitution, qui déclare que le français est la langue de la République, mais aussi à la Déclaration de 1789 qui proclame l'égalité de tous les citoyens devant la loi.

10/ Force à la Loi.

En préalable à toute discussion sur les structures décentralisées et sur le développement économique et social de la Corse, il est indispensable que la violence cède devant la force afin que la loi soit enfin appliquée. Ce qui signifie que la répression nécessaire des actes terroristes doit s'accompagner de la punition des actes délictueux (fraude électorale, trafic d'influence, prises illégales d'intérêts, etc.) commis par les dirigeants politiques, régionaux et nationaux. Il n'y aura pas d'apaisement en Corse, ni de progrès pour l'île, tant que l'État ne sera pas décidé à assurer ses fonctions (garantir la sûreté des personnes et des biens, faire prévaloir le principe de justice) dans la continuité et dans la pleine cohérence de ses actions.

B. LA RICHARDAIS

Pour en savoir plus

- ◆ Nicolas Giudici, *Le Crépuscule des Corses, Identité, clientélisme et vendetta*, Grasset, 1997, prix franco : 146 F. (Le meilleur ouvrage sur la question).
- ◆ Gilles Ménage, *L'œil du pouvoir*, tome II, *Face aux terroristes, 1981-1986, Action directe, Corse, Pays Basque*, Fayard, 2000, prix franco : 160 F. (Le regard précis de l'ancien directeur de cabinet de François Mitterrand).
- ◆ Jean-Michel Rossi et François Santoni, *Pour solde de tout compte, Les nationalistes corses parlent*, Entretiens avec Guy Benhamou, Denoël, 2000, prix franco : 110 F. (Significatif).
- ◆ Michel Prigent, *Le Héros et l'État dans la tragédie de Pierre Corneille*, coll. Quadrige, PUF, 1986, prix franco : 101 F. (Sur l'antinomie entre le service de l'État et « l'honneur » familial et aristocratique).
- ◆ Ghjacumu Colonna, *Portrait d'une méconnue*, entretien dans *Royaliste* n° 746, 20 mars 2000, prix franco : 20 F. (L'analyse d'un militant, bon connaisseur de la mouvance autonomiste).

Monarchie française

Scandaleusement évacué avant le référendum, le débat sur les institutions politiques françaises va devenir crucial dans les prochaines années. Deux excellents constitutionnalistes permettent de s'y préparer.

Si la campagne sur le référendum avait eu lieu, il est certain que l'ouvrage de Christophe Boutin et Frédéric Rouvillois (1) serait devenu la référence obligée de toute confrontation digne de ce nom.

Les deux auteurs sont en effet professeurs de droit constitutionnel, bons historiens et remarquables pédagogues : en une centaine de pages, ils expliquent de manière toute simple la raison d'être du septennat, racontent comment est né le serpent de mer du quinquennat et dans quelles conditions un maître-esbroufeur, un président oublieux de sa tradition et des socialistes obsédés par le désir de paraître « modernes » se sont réunis pour fabriquer le piège... dans lequel ils sont tombés.

Mieux : nos deux professeurs n'appartiennent pas à l'espèce des bénisseurs (de tout et de n'importe quoi) pusillanimes. Après avoir présenté les arguments des partisans du quinquennat, ils montrent pourquoi la réduction de la durée du mandat présidentiel est un acte anti-politique, par la négation de la durée propre à l'exercice du mandat présidentiel, et un choix dans la nuit - puisque les partisans du quinquennat sont incapables de nous en dire les conséquences, puisque le camp du Oui réunissait à la fois les partisans du régime présidentiel et les nostalgiques du régime d'Assemblée. Les slogans sur la « modernité » du quinquennat et sur son carac-

tère « plus démocratique » sont quant à eux balayés de judicieuse manière.

Le paysage institutionnel étant débarrassé de ses brouillards polluants, on comprend, mieux que les quinquennistes eux-mêmes, le pourquoi du quinquennat : il s'agit de retrouver de manière plus ou moins conscience l'esprit premier du républicanisme, né au temps de la Révolution française, et qui a toujours été radicalement hostile à la personification du pouvoir politique.

Dans la République (l'État de droit) il y a un débat entre monarchistes et républicanistes qui dure depuis deux siècles. La constitution gaullienne marqua la victoire du monarchisme républicain, qui est insupportable au républicanisme « bourgeois » (V. Giscard d'Estaing) et au républicanisme « de gauche ». Mais ce républicanisme se heurte toujours au même paradoxe : refusant tout chef de l'État, il renonce à la clef de voûte qui maintient l'édifice institutionnel et il plonge le pays dans une situation d'anarchie - douce ou violente. D'où la nécessité, récurrente, d'un retour à la monarchie - royale, ou gaullienne.

Autrement dit : la Constitution historique de la France (l'ancienne et la moderne) est monarchique ou elle n'est pas.

Maria DA SILVA

Christophe Boutin et Frédéric Rouvillois - « Quinquennat ou septennat ? » - Flammarion/Dominos, 2000, prix franco : 48 F.

Éconocroques et déconocrates

A nouveau associés, un professeur d'économie et un journaliste dévoilent avec une ironie cruelle les contes bleus pour éléphants roses de la « nouvelle » économie de marché.

Labarde et Maris (1), c'est comme le thé chez les Anglais : il y a toujours une bonne raison d'en prendre une tasse, pour se remonter ou pour se détendre, parce qu'on ne comprend rien ou parce qu'on craint d'avoir trop compris. Il est même conseillé de s'abreuver régulièrement du liquide doux-amer, qui agit comme contre-poison aux billeses, charlataneries et autres croyances abracadabrantesques si largement répandues.

La « nouvelle économie » vous fait rêver ? Alors lisez Labarde et Maris. Vous découvrirez que l'Internet est « la vieille et éternelle histoire du collectif gratuit récupéré par le marché pour être privatisé et vendu ». Un marché dominé par quelques firmes, qui emploient une main d'œuvre servile.

Vous êtes séduits par le projet gouvernemental d'épargne salariale ? Lisez donc Labarde et Maris. Ils nous rappellent judicieusement que Robert Maxwell, en 1991, avait volé 4 milliards du fonds de pension de sa propre maison, avec la complicité de toutes les compagnies d'assurances. La plupart des retraités ainsi spoliés courent toujours après leurs sous. Vous voulez placer vos économies à la Bourse ? De grâce, lisez Labarde et Maris, qui vous expliqueront que le petit actionnaire est destiné à être plumé comme volaille en

Bresse. Vous croyez à la démocratie des actionnaires, au gouvernement d'entreprise, et vous voudriez passer vos vacances en compagnie du « baron » Ernest-Antoine Seillière et de Denis Kessler grâce à vos tas de stock-options ? Lisez tout simplement l'introduction du Labarde et Maris qui citent le raisonnement parfaitement antidémocratique du professeur Hoppe. Mais comme vous ne lâcherez pas le livre, vous parviendrez vite à la page 128 où vous trouverez cette analyse lumineuse et parfaitement exacte du mécanisme du nouveau esprit entrepreneurial : « (...) L'entreprise est un système hiérarchique. Un chef, des vassaux, des serfs. Pour la rémunération, le principe est la prédation. Le partage après le butin. Le chef se sert, puis les vassaux, puis les serfs. Le magnifique système des stock-options est parfaitement féodal. C'est un intérêt au pillage et à la prédation ».

Le texte de Labarde et Maris fonctionne comme une arme de haute précision. Indispensable pour la chasse au Seillière, au Messier, au Minc, au Fabius et autres éléphants roses. On peut aussi s'en servir pour le petit gibier - le Douste-Blazy par exemple.

Yves LANDEVENNEC

(1) Philippe Labarde, Bernard Maris - « La Bourse ou la vie, la grande manipulation des petits actionnaires » - Albin Michel, 2000 - prix franco : 96 F.

Que veut dire communiquer ?

L'utopie d'aujourd'hui se signale par une énorme supériorité par rapport à l'utopie d'hier. Elle n'a pas besoin de la violence pour justifier et établir son règne. Propulsée par la technologie d'avant-garde, elle établit le plus pacifiquement du monde une démocratie universelle. La révolution d'Internet offre tous les avantages. Elle modifie radicalement tout le substrat de l'économie en créant sans coup férir un marché mondial, elle porte les espoirs du développement et elle instaure du même coup un lieu de communication sans précédent, car libéré désormais des lois de l'espace et du temps. Il n'en faut pas plus pour qu'apparaisse un nouveau messianisme, c'est-à-dire un optimisme historique qui avait disparu depuis une trentaine d'années. Ce messianisme pourtant a des aspects étranges, bien analysés par Pierre-André Taguieff dans « L'Effacement de l'avenir » (cf. dernier *Royaliste* n° 755), parce que précisément émancipé du temps de l'histoire, il obéit à une sorte d'automatisme aveugle. Il est marqué, dès l'origine, par une carence de sens. Certes il permet de communiquer, mais que communique-t-il vraiment qui permettrait à l'humanité de grandir à tous points de vue ?

Il est facile de répondre à cela que la civilisation d'Internet a aussi cette supériorité sur l'ancienne utopie de ne pas préjuger de l'histoire et du sens de la vie. Elle n'offre que des moyens. Libre aux hommes d'en faire le meilleur usage. Certes, et il serait assez dérisoire de s'en prendre à des moyens en contestant tout ce qu'ils donnent de facilités pour vivre, pour échanger, pour puiser à des sources de savoir devenues vraiment communes. Mais, d'ores et déjà, Internet se veut plus qu'une étonnante révolution technologique. Il prétend contenir la loi d'un nouveau monde et cette loi surdétermine la technologie tout en prétendant se fonder sur elle. Par ailleurs, cette loi ne parle pas n'importe quelle langue. Comme le souligne Georges Steiner dans un entretien récent : « L'ordinateur, les experts l'oublent, parle anglo-américain, et le monde entier, en conséquence, se réfère à une grammaire anglo-américaine pour ce qui est de la science, du commerce, de la vie quotidienne. Or le langage informatique renvoie à une idéologie du marché, de la communication de masse, du kitsch. Et cette idéologie influence les nouvelles formes d'écriture qu'engendrera, qu'engendre déjà l'ordinateur. D'où le recul des autres langues, leur repli vers les belles lettres, l'esthétique, le luxe d'expression française, là encore intraduisible, « ce n'est que de la littérature », effrayante de dédain, s'appliquera à des domaines toujours plus circonscrits et jugés archaïques de la langue ». (entretien avec Jean-François Colosimo dans le *Figaro* du 22 septembre).

Cette technologie universelle n'est donc pas neutre. Elle est structurée par une forme de pouvoir qui la détermine à certaines fins. C'est bien pourquoi il est urgent de ne pas laisser sans réponse l'utopie de la communication, en évitant tout repli frileux mais en soulignant les enjeux, les risques et les chances de la révolution en cours. Nous avons besoin pour cela d'experts éclairés qui portent leur attention sur

l'ensemble du dispositif technique mais savent aussi prendre la distance critique pour évaluer l'ensemble du superbe instrument. Dominique Wolton réunit ces qualités. Chercheur dans le domaine de la communication où il s'est signalé par ses travaux sur la télévision, il propose aujourd'hui une réflexion intempestive, et donc bienvenue sur « la déferlante Internet ». Il avait déjà publié un ouvrage important sur le sujet (1). Il récidive dans un livre d'entretiens avec Olivier Jay. Le genre a le mérite de la vivacité de la conversation et permet des synthèses rapides. Sans se perdre dans de longs préalables, les questions les plus importantes sont posées d'emblée : « Je suis obsédé par un fait incontestable : le XX^e siècle a été le siècle des plus grands progrès des techniques de communication, portées par un idéal démocratique, celui de rapprocher les hommes. Et en même temps, ce siècle est celui des massacres les plus monstrueux ; les plus technicisés et aussi les plus idéologisés. Ce fait prouve l'absence de liens directs entre le progrès technique et le progrès de la communication entre les peuples. La technique n'est qu'un instrument. Les dictateurs utilisent aussi bien la radio, la télévision, les satellites, et demain Internet, que les démocraties ».

par Gérard Leclerc



Dominique Wolton prend donc ses distances avec l'optimisme messianiste bien en cour. Internet ne conduit pas forcément au bonheur. « Je lutte contre une tentation récurrente depuis cinquante ans : celle de ramener la communication à la « com », au business, au marketing, voire à la manipulation. Il n'y a pas de scandale de créer de la richesse, à faire de la pub. Mais on ne peut pas réduire la communication à cette logique. Il y a toujours un désir de compréhension et de partage ». C'est le paradoxe de notre temps. Les moyens de communiquer sont devenus ultra-performants mais le contenu de la communication fait d'autant plus difficulté qu'on ne comprend pas l'autre pour ce qu'il est. Et puis la hantise de Steiner d'un délaissement de la culture profonde - on lit de moins en moins de livres, on délaisse le journal pour la radio ou la télévision - va à l'encontre d'un progrès de ce contenu.

Par ailleurs, la logique d'Internet rend captive la communication bien plus qu'elle ne l'émancipe : « 1/ La liberté individuelle se trouve particulièrement valorisée dans la société moderne. 2/ Le marché prend appui sur cette aspiration centrale qu'il transforme en autant de potentialités économiques. 3/ Le système technique adapte les produits à l'individu, réalisant ainsi des marchés en ligne. En clair, la valeur économique prime, la valeur technique fascine et l'homme doit s'adapter. La position que je défends est inverse : mettons l'homme en avant et valorisons-le. Et rappelons que la technique et le marché ne sont que des moyens ».

Mais affirmer cela c'est s'opposer au conformisme ambiant. Dominique Wolton se moque des préjugés et préfère rechercher une position critique qui encourage à l'approfondissement culturel, provoque l'Europe à offrir un contrepoint au modèle américain tout en ouvrant l'Occident à un vrai dialogue Nord-Sud et à une stratégie offensive contre la pauvreté. En véritable universaliste, il défend aussi les enracinements car si la mobilité est une chance pour la liberté, elle est aussi un risque : « Un individu ne peut pas passer sa vie à surfer, il a besoin de territoire et de racines ». Au total, n'est-ce pas l'utopie qu'il faut dépasser pour donner un digne contenu à la révolution en cours ?

Dominique Wolton avec Olivier Jay - « Internet : petit manuel de survie » - Flammarion - prix franco : 100 F.

(1) Dominique Wolton - « Internet et après ? Une théorie critique des nouveaux médias » - Flammarion, Collection Champs - prix franco : 61 F.

Rentrée littéraire

A chaque rentrée scolaire, la presse découvre que ses propres rédacteurs sont vraiment d'extraordinaires écrivains. Les critiques « critiqueur », pardon, présentent leurs amis. Cette rentrée scolaire-littéraire ne manque pas à la tradition.

La revue les *Inrockuptibles*, qui est à la culture ce que sont les salles polyvalentes à l'animation de nos campagnes, a découvert « un nouveau grand écrivain français. Auteur du livre de l'automne », Frédéric-Yves Jeannet. Cet hebdo « indépendant et libre » a même fait sa couverture avec, c'est vous dire l'enthousiasme de la revue. Dommage que l'auteur de « *Charité* » soit publié par Bertrand Leclair... journaliste aux *Inrockuptibles*. Ainsi va la critique qui illustre bien mal ce beau mot. De la même manière, nombre de journalistes (Poivre d'Arvor, Besson, Rouart, etc.) se donnent à lire, ne doutons pas un instant que leurs confrères sauront leur rendre l'hommage vassalique qui leur convient.

Il n'est jamais facile, pour un amateur, de s'y retrouver dans les 347 romans qui sont au départ de la course aux Prix. Trois cent quarante sept écrivains dont on ne retiendra momentanément que ceux dont les critiques ont « critiqué » l'oeuvre (voir plus haut). Je ne sais pas si Philippe Delaroche est bien ou mal classé. Je ne veux même pas savoir s'il est inscrit dans la course. Ce que je sais, en revanche, c'est qu'il n'est pas critique, ni membre d'un jury littéraire, ni éditeur. Alors... alors cela n'a aucune importance car il a écrit ce que l'on peu banalement appeler un bon livre. Évidemment, lorsqu'on lit un roman qui vous plaît, on a tendance à lui

décerner tous les prix. Donc, moi, j'attribue à Philippe Delaroche « Le grand prix de l'Académie française » pour son écriture et la construction classique de son livre ; le « Goncourt » pour l'originalité des situations qu'il met en scène ; le « Fémina » pour la mise en situation (action psychologique) de ses personnages. Cela dit, il ne m'est pas désagréable de retrouver Charles Blizan que j'avais laissé il y a quinze ans au bord de la route. Charles Blizan est l'acteur principal des deux romans de Delaroche (1). Par contre, le Blizan d'aujourd'hui se raconte plus que celui d'hier. Il raconte ses aventures amoureuses, humanitaires, fiscales et professionnelles. Car Blizan est un véritable aventurier de la vie. Devenu consultant en entreprises, il a le malheur de bosser avec la profession la plus ringarde de la terre : les communicants. Cela nous donne des situations cocasses, à rebondissements, dignes des meilleurs films français quand la France faisait encore du cinéma.

Alors pour la rentrée des classes, pour vous faire passer la pilule des réductions d'impôts, pour passer un bon moment, lisez un bon livre. Lisez Delaroche.

François GERMAIN

(1) Philippe Delaroche - « *Caïn et Abel avaient un frère* » - Éditions de l'Olivier, 2000, 416 pages - prix franco : 135 F. Le premier roman de Philippe Delaroche « *J'entends quelqu'un venir* », publié en 1985 aux éditions Mazarine, n'est malheureusement plus disponible.

La résurrection de Biggles

Créé au cours des années trente par Williams Earl Johns, le personnage de Biggles enchantait le lectorat par la variété de ses aventures sur près de deux décennies.

Johns au travers de Biggles toucha à pratiquement tous les genres de la littérature populaire, policier, aventure, espionnage, conférant à son personnage un statut bien particulier. Mais ce qui caractérise les récits de Johns, c'est l'utilisation de l'avion - à une époque où le public était friand de récits aériens - comme élément central ou annexe de l'intrigue, Biggles étant avant toute chose un aviateur.

Ses romans rocambolesques ne manquent pas d'inventivité. Le style est direct et sans détours, les personnages, d'un bloc, appartiennent d'emblée au camp des bons ou des méchants, jusqu'à leur physique traduisant cette appartenance initiale. On est bien dans le meilleur de la littérature populaire avec son romanesque et ses souterrains, jamais très loin cachés, pour le salut du héros.

Mais qu'on ne s'y trompe pas. Sous la légèreté apparente du propos - captiver et distraire le lecteur -, William Earl Johns sut évoquer les

grands tourments qui marquèrent son temps, que ce soit la circulation des valeurs (*Biggles et Co*), les expéditions archéologiques (*Biggles en Égypte*) ou l'Allemagne nazie (*Biggles Agent Secret*).

Biggles appartient bien à cette catégorie d'éternels héros à la jeunesse définitive, parcourant le monde et ses convulsions un sourire désinvolte aux lèvres.

Saluons l'initiative des éditions Lefrancq de faire redécouvrir un cycle de romans authentiquement populaires. Elle permet d'aborder un héros loyal et chevaleresque dans une époque cynique et matérialiste.

Signalons enfin que les éditions Lefrancq poursuivent également la publication des aventures de Biggles sous forme de bandes dessinées, complétant à merveille la forme roman. N'hésitons pas à recommander la lecture de ces récits si vous cherchez un réel dépaysement.

Bruno DIAZ

William Earl Johns - « *Biggles* » traduction de l'anglais par Emmanuel Scavée, Éditions Lefrancq.

Promotion librairie

Belles éditions - Disponibles en quantités limitées.

♦ Ernest Renan - *Qu'est-ce qu'une nation ?* prix franco : 100 F.

♦ Louis XIV - *Mémoires pour l'instruction du Dauphin* - prix franco : 100 F.

♦ Benjamin Constant - *De l'esprit de conquête* - franco : 100 F.

♦ Michel de L'Hospital - *Discours pour la majorité de Charles IX* - prix franco : 96 F.

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonnement « *mercredis* » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● Mercredi 4 octobre : C'est pour nous la rentrée ! Les nombreux événements survenus ces dernières semaines (crise de l'euro, question corse, étrange référendum, nouveaux scandales qui éclaboussent les dirigeants de droite et de gauche...) marquent « *La fin d'une époque politique* ». Prévisible et prévue, cette conjonction de crises et d'effondrements nous

oblige à définir de manière toujours plus précise le sens et les modalités de notre action - sans rien cacher de ce qui en limite, pour l'instant, sa portée. Bertrand RENOUVIN fera l'introduction à ce débat nécessaire.

● Mercredi 11 octobre : Depuis plus de dix ans, nous suivons attentivement les travaux de Pierre ROSANVALLON qui, entre autres ouvrages, nous avait présenté les deux premiers tomes (*Le Sacre du citoyen*, *Le Peuple introuvable*) de son histoire intellectuelle de la démocratie moderne. Il revient parmi nous pour évoquer « *La démocratie inachevée* » qui porte notamment sur la difficulté du républicanisme à penser la démocratie et qui se conclut par une très actuelle réflexion sur les voies nouvelles de la souveraineté. Les recherches de notre invité sont d'autant plus importantes à nos yeux que nous avons placé la question du peuple au centre de nos réflexions pour ce trimestre.

COMTE DE PARIS

Le comte de Paris a publié le 6 septembre un communiqué dans lequel il prenait, entre autre, position sur le quinquennat :

« Un septennat renouvelable permettait, dans la mesure du possible, à l'exécutif de promouvoir des réformes nécessaires à notre modernité. Réduire le mandat présidentiel en quinquennat, sous de fallacieux prétextes, me semble une très grave erreur. C'est tout d'abord rendre l'exécutif encore plus dépendant des partis donc du législatif. La

séparation des pouvoirs disparaîtra, la France redeviendra ingouvernable.

Le communiqué complet est disponible sur le site de l'Institut de la Maison royale de France : <http://royaute.iffance.com/>

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR, nouvellement élu pour deux ans, tiendra sa première réunion à Paris le dimanche 12 novembre prochain.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

Angers : 21 et 22 octobre Session de politique appliquée : « LE PEUPLE »

Nation française, peuple français, citoyens de la République. Naguère, les idées et les réalités, les mots et les images semblaient se confondre dans une même réalité harmonieuse, qui s'évoquait dans les discours emprunts d'un néo-jacobinisme paresseux.

Puis on assista, voici une trentaine d'années, au réveil des « identités » régionales qui se traduisit par la glorification des peuples de Bretagne, de Corse, d'Occitanie et d'autres lieux. En réplique à la « globalisation » ultra-libérale, s'affirmèrent ensuite, en France et ailleurs, des mouvements qui cultivaient le fantasme « ethnique » ou des nostalgies franchement racistes. Partout, aujourd'hui, des « communautarismes » inspirés par les conceptions américaines tentent de faire valoir leur droit à la différence. Au cours de cette évolution, le Peuple semble s'être disloqué, tant et si bien qu'on ne parle plus que des « gens », et de la fin prochaine de l'État-nation.

Faut-il se résigner à la disparition du Peuple ? Plutôt partir à la recherche de cette réalité oubliée. Nous le ferons par le biais de quatre ateliers, au cours desquels maintes questions seront posées, analysées et disputées.

LES ATELIERS

- 1/ le peuple - approche historique : Le peuple des sociétés traditionnelles - Le peuple de l'ancienne monarchie - Le Peuple de la Révolution française - Le peuple pétainiste (le « pays réel » corporatiste et fédéré par le Chef) - Le peuple marxiste - Le peuple gaullien.
- 2/ les expressions du peuple : L'opinion publique - Sociétés de pensée et partis politiques - Associations et syndicats - Manifestations, grèves, insurrection - Le peuple souverain ?
- 3/ La représentation du peuple : La Volonté générale et l'esprit jacobin - Le parlementarisme - La représentation des intérêts.
- 4/ Destitution du peuple ? : « Les Gens » - Sondages et médias - Ultra-libéralisme et démocratie - Le peuple, tel qu'en lui-même.
- Conclusion : État, peuple, nation.

Renseignements

Les sessions de politique appliquées sont ouvertes à tous, mais il est indispensable de s'inscrire à l'avance. Les bulletins d'inscription avec tous les renseignements pratiques sont à nous demander (01.42.97.42.57). Les frais d'inscription (qui comprennent les repas et l'hébergement) sont de 370 F par personne (chômeurs et étudiants : 160 F).

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Le peuple révolté

Il est inutile de disserter sur le divorce entre le peuple français et ses maîtres : il est consommé.

Entre deux vagues de boue, qui salissent le président de la République et le Premier ministre, un *oui* de misère a été prononcé le 24 septembre dans une ambiance qui devrait faire peur à tous les dirigeants politiques. Vote de refus et de colère des partisans du *non*. Votes blancs ou nuls des deux millions de citoyens qui ont voulu marquer ainsi leur défiance. Abstention regrettable, mais faussement indifférente, de ceux qui répondent par le silence aux muets du sérail, et par le mépris à ceux qui méprisent les citoyens - au point de leur refuser toute explication sur le sens et sur les conséquences de la décision qu'ils avaient à prendre. L'heure n'est plus aux commentaires, ni aux avertissements. Il est inutile d'expliquer une nouvelle fois que les élites qui affichent leur cynisme, leur incapacité et leur corruption sont tôt ou tard vouées à disparaître. Ces élites prétendues, de droite comme de gauche, sont en train de se suicider ou vont être détruites. Les seules questions qui demeurent portent sur la rapidité et la violence de ce processus.

Dans ce moment historique, nous refusons de figurer parmi les spectateurs ou de rejoindre le camp des parieurs ironiques et désabusés. Cette phrase sera lue par les **Importants** avec une indifférence narquoise. Nous autres les royalistes, nous sommes si peu, si faibles, si pauvres ! C'est vrai. Mais nous

ferons très humblement remarquer que nos ancêtres monarchiens et monarchistes constitutionnels, qui ont fait, pour une grande part, la Révolution de 1789 dans l'indifférence ou l'hostilité de la Cour de l'époque, étaient moins nombreux, moins cohérents, moins organisés que nous. D'ailleurs, il ne s'agit pas pour les royalistes de prendre le pouvoir pour faire l'histoire, mais d'y participer activement.



Cette volonté implique une ligne politique rigoureuse. Ainsi, nous ferons tout, jour après jour, élection après élection, pour mettre en échec toutes celles et tous ceux qui, dans la classe dirigeante, ont décidé ou approuvé la guerre du Kosovo, qui ont voulu le quinquennat, décidé le référendum, appelé à voter *oui* ou favorisé la victoire des fossoyeurs de la République gaullienne par leurs appels, lâches et inciviques, à l'abstention. Pas une voix pour Jacques Chirac et les chiraquiens, pour Lionel Jospin et ses ministres, pour les chefs socialistes et leurs otages verts et communistes. Pas une voix pour Jean-Pierre Che-

vènement qui a pactisé avec le parti des démolisseurs de la Constitution.

Cette volonté suppose un programme politique clairement défini (1). Quant aux institutions politiques, nous ne cessons de militer, à court terme, pour le rétablissement du septennat, pour la réforme du mode d'élection des sénateurs, pour l'interdiction faite au Premier ministre de se présenter à l'élection présidentielle pour le mandat qui suit la période pendant laquelle il a exercé ses fonctions. Ceci sans perdre de vue, bien entendu, notre projet d'instauration démocratique de la royauté. Nous sommes décidés à participer, de toutes nos forces, à la révolte populaire souhaitée par le défunt comte de Paris (2). Nous le ferons pour ré-instaurer l'État dans son indépendance et dans sa dignité. Nous le ferons avec pour constant souci d'éviter la guerre civile et d'inutiles violences sociales, mais pour que s'accomplisse au plus tôt la nécessaire révolution économique et sociale.

A cause de l'impéritie et de la corruption de la classe dirigeante, nous sommes entrés dans une période dangereuse car notre pays représente actuellement une proie facile pour n'importe quel aventurier, pour n'importe quelle faction extrémiste. Nous ne ferons jamais la politique du pire. Ni celle de l'autruche. Une classe est en train de mourir. Nous souhaitons que se déclarent et s'affirment, dans notre tradition politique comme dans les autres, celles et ceux qui ont pour seule ambition de servir la France et le peuple français...

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. les recueils de motions adoptées par les congrès de la NAR (deux fascicules : 20 F franco) et notre manifeste « *Projet pour la France* » (gratuit mais joindre quelques timbres).

(2) cf. « *La France retrouvera sa liberté en se révoltant* », entretien paru dans *Le Figaro* du 4/7/98 (envoi contre quelques timbres).